

Devant le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, Moscou dénonce la manipulation de l'opinion et la censure des points de vue alternatifs



[Source : RT France]

Le ministre russe des Affaires étrangères a pris la parole lors du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Prônant la coopération internationale en cette période de pandémie, il a appelé à un cadre mondial pour réguler l'action des réseaux sociaux.

Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, s'est exprimé lors de la 46e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDH) par visioconférence. Dans son allocution, le chef de la diplomatie russe a appelé à une approche multilatérale pour traiter les problèmes mondiaux, souligné les conséquences économiques et sociales désastreuses du Covid-19, regretté l'égoïsme de certains Etats occidentaux, appelé de ses vœux à une régulation mondiale des grandes entreprises des réseaux sociaux et condamné fermement les discriminations faites aux populations russophones.

Rappelant l'implication de la Russie dans les travaux du CDH et sa volonté de préserver une approche multilatérale sur les problèmes mondiaux, Sergueï Lavrov a débuté son intervention en soulignant les conséquences néfastes du Covid-19 avec un fort creusement des inégalités dans le monde. «Le Covid-19 a causé des dommages importants aux fondements socio-économiques des Etats et aux droits des citoyens. L'essentiel, le droit à la vie, est menacé. La récession de l'économie mondiale due à la pandémie a entraîné une augmentation significative du chômage et une insécurité sociale accrue. L'inégalité dans le développement des différents Etats et régions augmente. Les inégalités se creusent dans certains pays distincts, y compris dans les pays relevant du « milliard d'or », c'est-à-dire la population aisée des pays occidentaux. C'est sur ces problèmes que nous devons nous concentrer aujourd'hui, en recherchant ensemble les moyens de les résoudre et en utilisant, entre autres, le potentiel du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU» a-t-il déclaré.

Évoquant ce contexte, qui, d'après lui, devrait pousser à une collaboration toujours plus étroite entre les pays, le diplomate a souligné : «Certains

collègues occidentaux n'ont toujours pas l'intention de reconsidérer leur vision égoïste, d'abandonner les stratégies fondées sur l'usage de la force, les méthodes illégitimes de chantage et de pression», et a fait remarquer : «Les appels du Secrétaire général des Nations unies et du Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme de suspendre les sanctions unilatérales concernant l'approvisionnement en nourriture, médicaments et équipements nécessaires pour lutter contre le virus et les transactions financières associées ont été ignorés». Le diplomate en a profité pour rappeler l'initiative du président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, de créer des «couloirs verts» dans le commerce international, libres de sanctions et d'autres barrières artificielles.

Moscou dénonce la «censure politique» dans de nombreux pays

Le diplomate a poursuivi son intervention en regrettant que l'«espace médiatique mondial» devienne «un lieu de promotion d'intérêts géopolitiques mercantiles». Avec des propos qui font étonnamment écho à ceux qui ont été prononcés la veille, par Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU, Sergueï Lavrov a regretté que «ceux qui donnent des leçons de liberté de parole et d'expression au monde entier depuis des décennies [aient fait] preuve d'une intolérance envers les points de vue alternatifs». «Dans un certain nombre de pays, il existe une politique déterminée de mise en place de censure politique et de restriction de l'accès à l'information en violation des engagements pris au sein des Nations unies, de l'OSCE et du Conseil de l'Europe», avant de rappeler la fermeture récente de chaînes de télévision russophones en Ukraine.

Les «censures» et les «manipulations» faites, selon Sergueï Lavrov, par les réseaux sociaux sont également au cœur des préoccupations de la Russie. Le diplomate russe a condamné les «politiques non transparentes des médias sociaux qui interdisent ou censurent le contenu des utilisateurs, manipulent ouvertement l'opinion publique, suscitent une inquiétude croissante». À cet égard, la Russie appelle de ses vœux à une régulation des réseaux sociaux aux niveaux national et international, cette nécessité devenant «cruciale».

Enfin, le diplomate s'est fortement inquiété de la discrimination faite aux populations russophones dans les pays Baltes et en Ukraine en dénonçant des idéologies «extrémistes». Il a notamment rappelé que depuis septembre 2020, l'Ukraine avait commencé à exclure les langues des minorités ethniques du domaine social et de celui de l'enseignement alors que la langue russe est la langue maternelle de 30 à 50% de la population.

Le chef de la diplomatie russe a conclu son intervention en rappelant que la Russie était en faveur du «renforcement de principe de coopération dans les activités du Conseil, tout comme pour un dialogue honnête, respectueux et égal sur des sujets d'actualité». L'Etat russe continuera, d'après lui, à défendre les priorités telles que la lutte contre la discrimination envers les minorités linguistiques et religieuses ainsi que contre l'apatridie, ou l'intégrité du système judiciaire, la protection des groupes de population

vulnérables et de leurs droits sociaux et économiques. «D'une manière générale, nous allons faire le maximum pour que les droits de l'Homme soient considérés en tant que facteur favorisant le rapprochement et non la désunion des Etats, renforçant le climat de confiance et de respect mutuel», a-t-il conclu.

En savoir plus sur RT France

: <https://francais.rt.com/international/84145-serguei-lavrov-exprime-lors-46e-session-conseil-droits-homme-nations-unies-russie>